

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

Les abonnements d'un an ne peuvent étre pris que du 1^{er} JANVIER.
Les abonnements datent du 1^{er} du mois ; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 DÉCEMBRE.
Les abonnements au *Journal de Saint-Petersbourg* au bureau spécial, 113, de la Cour impériale, au pont de Police et à l'administration du journal, Maximilianovsky (ancien Glonkhof) péroukoff, 15.

Abonnements pour l'Intérieur : adresser les lettres au 15, Place des Asiatiques, *Journal de St-Petersbourg*, Максимиліановскіі перекресток, n° 15 et à Maximilianovsky péroukoff, 15, pour les lettres venant d'au delà de la frontière. La dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous.

Abonnements pour l'étranger : adresser les lettres à l'administration du journal, Maximilianovsky péroukoff, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent,

— (Génoise hilarité). Vous trouvez ma question ridicule ? (Une voix : oui ! Le rapport constate cependant qu'il y a manque d'instituteurs dans l'Alsace-Lorraine. Pourquoi empêche-t-on la publication de nouveaux journaux ? Comment motive-t-on le fait de l'expulsion de citoyens allemands ? Je ne demande pas pourquoi ils ont été expulsés, mais comment on a pu le faire malgré la loi sur la liberté de domicile et d'établissement. Pourquoi M. le vicairé-général Rapp a-t-il été expulsé ? (Aha!) Que signifient ces marques d'étonnement ? (Nouveaux rires.) S'il suffit pour exciter votre hilarité de prononcer le nom d'un éminent ecclésiastique catholique, je me bornerai à vous parler du citoyen Rapp. S'il avait commis un délit, il devait être traduit devant les tribunaux. Son expulsion par simple mesure administrative est indigne d'un Etat ci-

vu qu'on se référait à l'art. 10 du « décret » qui régit l'administration de l'Alsace-Lorraine. Cet article investit le président supérieur, en cas de danger menaçant la paix publique, des mêmes pleins-pouvoirs dont jouit un commandant militaire pendant l'état de siège. Le jour où la Constitution de l'empire d'Allemagne sera mise en vigueur dans l'Alsace-Lorraine, ce sera pour nous un devoir sacré d'abroger cette disposition exorbitante. Elle est inutile et ne devrait pas se rencontrer dans les lois d'un Etat civilisé. Mais telle qu'elle est, elle ne suffit même pas à motiver l'expulsion de Rapp, car la paix publique n'était pas menacée, et si Rapp était coupable, c'était aux tribunaux de prononcer.

M. LE CHANCELIER DE L'EMPIRE, PRINCE DE BISMARCK. Si le projet d'annexion de l'Alsace-Lorraine au sujet de la dictature et des honneurs qui lui sont cortogés, je crois qu'il les verra aussitôt se dissiper quand il se sera fait des conditions légales de la question une idée aussi nette qu'elle l'est pour les gouvernements confédérés. Au point de vue légal, en effet, la question est clairement résolue. Le 1^{er} janvier 1874 cessera la dictature — à moins que le Parlement n'en décide autrement. Un projet de loi conforme est même déjà élaboré et soumis actuellement à l'examen du président supérieur de l'Alsace-Lorraine. Ce sera ensuite à vous, messieurs, de décider ce qui devra remplacer le régime actuel et de quelle manière le Parlement fera usage de son droit. J'attends cette coopération avec nos compatriotes alsaciens-lorrains, m'inspirant de l'espoir qu'elle contribuera essentiellement à améliorer nos relations mutuelles, à éclaircir la situation au point de vue de maintes conditions de la vie allemande inconnues jusqu'à ce jour, et à combattre les aspirations du parti qui ne veut point d'une union étroite de l'Alsace-Lorraine avec l'Allemagne.

Le discours du préopinant n'avait nullement pour but de troubler la paix publique ni d'inspirer au peuple alsacien-lorrain de la méfiance à l'égard de la législation ; je crois que pareille intention était loin de son esprit. (Rires.) Les gens qui le connaissent, moins que moi pourrions le méconnaître, et s'imaginer que son discours serait de nature à provoquer de fausses appréciations. Car, lorsqu'il présente les lois en vigueur, que ce soit édicté de conditions horribles, ce n'est, — cela est encore vrai, — pas précisément le moyen d'inspirer de l'admiration pour notre législation. (Nouvelle hilarité.)

Le préopinant représente les expulsions comme des actes de violence des autorités que, moi, je convie de ma responsabilité, mais je ne puis pourtant pas faire autre chose qu'appliquer les lois tel que l'exige la sécurité du pays. On dirait que l'orateur vient de découvrir cet art. 10 d'une loi promulguée il y a un an et demi. (M. de Windthorst. Oh non !). Je dois le croire, mais dans ce cas je ne serais attendu à ce que M. de Windthorst prie à partie le conseil fédéral qui a élaboré la loi et non les fonctionnaires qui font leur devoir en l'appliquant. Non que je veuille me charger sur eux de ma propre responsabilité, mais ce sont nous sommes responsables en première ligne, c'est que la sécurité du pays ne soit pas menacée.

La tâche que nous avons assumée et que nous devons remplir est difficile, extraordinairement difficile. Nous ne pouvons pas nous dissimuler que les conditions d'une vie constitutionnelle propres à apaiser les esprits, — c'est-à-dire la coopération volontaire du peuple dans l'action législative constitutionnelle à laquelle il a droit, — n'existent dans les nouvelles provinces qu'à un degré dont on peut, soit surfaite, soit déprécier la valeur ; en tout cas, le dévouement épuisé pour les intérêts généraux du pays ne s'affirme pas dans l'Alsace-Lorraine au point où, par exemple, nous pouvons indubitablement l'attendre de la part du préopinant. (Hilarité.)

Nous avons à lutter contre des sympathies pour un passé de deux siècles, qui a valu maints avantages à la population ; nous avons à combattre des sympathies réellement françaises. Nous avons à expliquer d'anciens torts. Ce n'est pas cependant sans le sentiment légitime de devoir expliquer ces anciens torts que nous avons dû insister sur une cession de territoire, mais au contraire en raison de la dureté (bitter) nécessaire de nous protéger contre de nouvelles attaques, de posséder un rempart derrière lequel nous puissions attendre de nouvelles attaques, comme à chaque génération l'Allemagne a dû en subir, car je crois qu'il n'existe personne en Allemagne dont les ancêtres n'aient pas dû se battre contre la France. Ce souci de notre sûreté était d'autant plus légitime qu'en règle générale la France a toujours trouvé quelques nouveaux alliés pour augmenter ses forces.

Notre mission dans l'Alsace-Lorraine nous est revenue essentiellement plus difficile par l'intervention de ces éléments, qui, ailleurs aussi, mais là où la tâche du gouvernement est plus facile, empêchent la paix de régner, en provoquant des dissensions confessionnelles. Il n'y aurait rien de nouveau dans la description des armes et des moyens que ces éléments emploient pour aliéner à un gouvernement non-catholique, qui n'agit point selon leur cœur, les sympathies des populations catholiques.

En la grande et admirable unité qui règne dans les évolutions de ces éléments, nous pouvons admettre que, dans des circonstances données, leur action sera toujours la même. En conséquence, je crois ne pas faire de digression en vous donnant lecture du fragment suivant d'un rapport diplomatique sur cette question. J'aime à éviter les personnalités, d'autant plus que chacun pourra se faire une idée de la manière dont les troupes dont il s'agit pourraient être conduites, en Allemagne, par leurs chefs connus ou inconnus. Je ne fais naturellement aucune allusion au discours du préopinant, — car en règle générale, les présents sont toujours exclus des résolutions que l'on peut faire.

Le rapport en question a trait à la situation en Irlande, et contient ce qui suit :

« Bien que les ultramontains ne prêchent pas directement la révolte, leur attitude n'en est pas moins préjudiciable au bien du pays. Leurs chefs savent parfaitement qu'une levée de bouilliers ouverte ne pourrait aboutir qu'à une défaite complète des insurgés et du parti ultramontain en général. Mais ce qui leur plaît encore moins qu'une révolte ouverte, c'est la réconciliation et l'apaisement du peuple. Les organes des ultramontains attirent le feu, excitent l'animosité contre la partie protestante de la population — cela est aussi le cas en Alsace, mais encore plus dans la Lorraine allemande — et cherchent à ébranler le respect des lois et le pouvoir de l'autorité ; — le préopinant n'a évidemment pas prononcé son discours dans ce but ; pour lui la loi ne vaut rien ; il visait donc à autre chose — à tout en exhortant à la résignation chrétienne, ils nourrissent le mécontentement parmi le peuple et cherchent, en dénaturant les faits, à raviver les vieilles blessures. Insensibles au bien du pays, ils n'ont en vue que la puissance de Rome, et cherchent en même temps à se rendre indispensables au gouvernement. » — A coup sûr cela n'est point le cas chez nous (Hilarité), mais il fut un temps où l'on suivait cette tactique, et non sans succès.

« Ils offrent au gouvernement des avantages, qu'ils vendent en retour de faveurs au profit de l'Eglise. Ils s'attachent en un mot à ébranler la confiance dans le droit et dans la justice. »

Il est loin de ma pensée, messieurs, d'attaquer personnellement qui ce soit, mais vous n'en serez pas moins persuadés que, dans des circonstances analogues, des moyens semblables employés par des hommes de la même catégorie peuvent être mis en œuvre là où l'action unitaire est assurée. Mais, lorsque nous avons à lutter contre des puissances de cet ordre, contre des forces aussi efficaces et aussi habiles, et que nous nous trouvons dans une situation si difficile, où il s'agit de réparer de vieilles injustices de l'histoire, d'apaiser des contrastes cruels entre deux nations, — et cette tâche est si ardue que, n'importe l'intérêt militaire pressant, je me serais opposé par des motifs politiques à ce que nous prisonniers ces provinces à notre charge, — lorsque, dis-je, nous nous trouvons dans une situation si difficile, on pourrait bien se prononcer avec plus d'indulgence si réellement quelque faute a été commise dans l'emploi des moyens choisis par la dictature et s'il s'est produit quelque divergence dans l'interprétation du droit. Si les griefs d'illégalité signalés par le préopinant étaient légitimes, ils ne pourraient s'adresser qu'au législateur, c'est-à-dire à S. M. l'empereur et au conseil fédéral, qui auraient édicté une loi incompatible avec la législation de l'empire. Je ne me crois pas appelé à discuter la question sur ce terrain, à moins que le Parlement ne s'approprie les vues du préopinant et ne les manifeste sous la forme d'une résolution. Mais pour ce qui est du pouvoir exécutif, son rôle se borne à appliquer les lois et on ne peut rien lui demander de plus.

Si M. de Windthorst trouve que le pouvoir exécutif a limité l'action des frères des écoles chrétiennes au-dessous de la mesure nécessaire pour assurer l'exercice du droit d'enseigner, ce pouvoir se sera inspiré de la conviction que l'influence des frères était plus pernicieuse que le manque momentané d'instituteurs. (Très-juste !), et qu'un enseignement qui empoisonne le peuple est pire que pas d'enseignement du tout. Tout en agissant selon sa conviction, l'autorité administrative peut se tromper. Sa mission consiste à amener une union aussi étroite que possible de l'Alsace avec l'Allemagne en préjudicant aussi peu que faire se pourra et en favorisant au contraire autant que possible les intérêts de l'empire. Que l'accomplissement de cette tâche soit accompagné de divers désagréments, c'est ce qu'on ne peut guère éviter. Les Français eux-mêmes disent que « pour faire une omelette il faut casser des œufs » ; nous, aussi, nous disons que « la loi on coupe du bois il y a des copeaux. »

Pour conclure, je ne m'engagerai point dans une discussion purement théorique, à moins que le Parlement ne résume la question dans une résolution formelle. Vous pouvez douter de notre résolution formelle. Vous pouvez douter de notre habileté à favoriser la réconciliation de l'Alsace-Lorraine avec ses nouvelles conditions d'existence ; nous autres fonctionnaires de l'Allemagne du Nord et de la Prusse en particulier nous sommes peu habiles à nous faire des amis et à traiter d'une manière aimable des choses désagréables. Vous pouvez douter de notre habileté, mais ne doutez point de notre honnête bonne volonté, de notre courage, de notre dévouement et de notre résolution à repousser toutes les attaques. (Vifs applaudissements.)

M. SONNEMANN (député démocrate de Francfort sur Mein) fait un tableau effrayant de ce qu'est, selon lui, la situation de l'Alsace-Lorraine et de sa malheureuse population bâillonnée et opprimée. Il énumère une longue série de griefs et dévide un interminable chapelet de reproches à l'adresse de l'administration, qui, à son avis, a même dépassé en tyrannie Louis XIV, qui n'a, dit l'orateur, jamais destitué des conseillers municipaux.

M. SONNEMANN finit par quitter la tribune, accompagné de chât et de sifflets et au milieu d'une agitation générale.

M. LAURENCE. Le préopinant est un adversaire de la nation française. Moi non plus je ne suis pas un contempteur de cette nation ; je la connais très bien et ce que je puis affirmer pertinemment c'est que depuis Lille jusqu'à Marseille on ne trouverait pas un Français qui parlât dans une assemblée de ses compatriotes comme M. Sonnemann vient de le faire (Approbation). Et se trouvait-il un « exemplaire unique » de ce genre, que l'Assemblée ne le tolérerait pas (Tempête d'applaudissements). C'est vrai que la majorité des Alsaciens incline encore vers la France et M. Sonnemann paraît être le porte-voix de cette majorité, car, sans cela, comment oserait-il parler de la « germanisation » de l'Alsace, expression que dans la bouche d'Edmond About on pourrait peut-être encore ne pas trouver étrange (Approbation). Le préopinant a blâmé, entre autres choses, que l'on ait indiqué les noms des rues de Strasbourg en langue allemande. Quant à moi, j'ai toujours trouvé que l'on connaissait beaucoup mieux à Strasbourg la *Blau-Wolkengasse* que la « Rue des Nues Bleues ». (Rires.) S'il y a encore dans l'Alsace-Lorraine des restes du régime de la guerre, les tribunaux militaires, par exemple, les Alsaciens peuvent se consoler en jetant un coup d'œil sur la France, où la moitié des départements sont encore soumis à l'état de siège, et où les opinions gambettistes d'un grand nombre d'Alsaciens, ils n'échapperaient pas aux tribunaux militaires même s'ils étaient encore sous le régime français.

Quant à nos fonctionnaires, ils traitent les Alsaciens-Lorrains avec une amabilité inconnue chez nous. Il y a encore la question de l'émigration ; elle est regrettable, mais nous devons nous en consoler. Lorsqu'on faisait remarquer à Laurent de Médicis qu'il dépeuplait Florence à force de décrets de bannissement, il répondait : « Plutôt la dépopulation que la perte ! » Laurent de Médicis était un homme habile — le chancelier de l'empire l'est aussi. Mais, heureusement, les choses n'en sont pas là. Les Alsaciens sont gens de bon sens, et s'ils contemplent la situation actuelle de la France, les sentiments qu'ils nourrissent pour l'Allemagne ne peuvent pas empirer. Les représentants de l'Alsace-Lorraine au Parlement nous feront de l'opposition à maints égards, mais ils n'en seront pas moins persuadés de l'impossibilité du retour de leur pays à la France.

M. LE CHANCELIER DE L'EMPIRE, PRINCE DE BISMARCK. En réponse à une observation du préopinant, je puis constater que la compétence des tribunaux militaires va être réduite, en ce sens qu'ils ne connaîtront plus des crimes et délits non directement politiques. Un projet de loi sera présenté à cet effet au Parlement. La séance est levée à 5 heures et la Chambre ajourne la suite de la discussion au lendemain, 17 mai.

La *Kreuz-Zeitung* croit savoir que S. M. l'impératrice Augusta accompagnera l'empereur Guillaume à Vienne.

Une grande soirée parlementaire a été donnée samedi dernier par le chancelier de l'empire et M. la princesse de Bismarck. Des membres du Parlement et du conseil fédéral, ainsi que les ministres et le personnel de la chancellerie de l'empire et du ministère des affaires étrangères y assistaient. Une seconde

soirée parlementaire aura lieu le 24 mai à l'hôtel du prince-chancelier. (Reichs-zeiger.)

La *Weser-Zeitung* croit savoir que le gouvernement japonais a l'intention d'acquiescer de nouveaux ministres auprès des puissances étrangères. Pour le poste de Berlin serait désigné Saïgo, adjoint du ministre de la guerre et dont le frère aîné est membre du conseil d'Etat du Japon.

Le comité du congrès d'Eisenach se réunira à Berlin le 31 mai. La *Spensersche Zeitung* dit que les *Katheder-Sozialisten* ont l'intention de s'organiser à cette occasion en association régulièrement constituée.

D'après la *Spensersche Zeitung*, le ministère de la guerre a définitivement résolu de vendre de grandes quantités d'armes allemandes et françaises des anciens modèles. Il a donné ordre au dépôt d'armes de Mayence de commencer l'évacuation des anciennes armes dans le courant du mois actuel. En conséquence, on mettra en vente à Mayence le 26 mai, à l'arsenal de cette place : 50,000 fusils à percussion rayés et 33,190 non-rayés, tous avec baïonnette ; 9,000 fusils à pierre ; environ 14 mille carabines à percussion (artillerie) et 16 mille autres carabines ; de plus, 10,300 pistolets de cavalerie, 2,350 pistolets de gendarmes et différents autres objets d'armement.

PRUSSE. — Dans son numéro du 16 mai au soir, la *National-Zeitung* caractérise comme suit les antécédents et les aptitudes du nouveau ministre du commerce, M. le Dr Achenbach :

« L'Etat acquiert dans la personne du Dr Achenbach, qui a inauguré hier sa nouvelle position par un grand discours à la Chambre des Députés, un ministre du commerce tel qu'on ne pourrait pas en désirer un meilleur. Une bonne culture scientifique générale, — excellente garantie contre le particularisme bureaucratique, — des notions administratives acquises par la pratique dans différentes sphères de la vie publique, une connaissance spéciale de plusieurs branches de son ressort, une aptitude extraordinaire à s'orienter facilement, une promptitude de conception non moins étonnante, un caractère éminemment moral, sérieux, loyal, ferme et patriotique, et — last not least — une élasticité d'esprit jointe à une grande capacité de travail et à un labeur ardent ; c'est là un ensemble de qualités que l'on trouve rarement réunies et qui inspirent d'emblée pleine confiance dans l'administration du nouveau ministre, en dépit des quelques scrupules qu'avaient fait naître les débuts de M. Achenbach dans la carrière parlementaire. L'attitude circospecte et loyale du nouveau ministre dans la séance d'hier n'a pu que confirmer cette confiance et telle a été en effet l'impression presque unanime de la Chambre. »

M. le Dr Achenbach n'a que quarante-trois ans.

L'honorable M. de Forckenbeck, président de la Chambre des Députés, vient d'être l'objet d'une chaleureuse ovation de la part des membres de cette assemblée. A l'issue de la séance de vendredi dernier, 16 mai, une députation de la Chambre lui a remis un présent d'honneur, consistant en un précieux service de table reposant sur un support en bois d'ébène. M. Denzin, député, a adressé à M. de Forckenbeck une allocution de circonstance et a fait ressortir surtout l'impartialité avec laquelle l'honorable président a toujours dirigé les débats parlementaires. M. Sczembecki s'est associé à la manifestation au nom de la fraction polonoise de la Chambre. M. de Forckenbeck, profondément ému, a répondu que la période de sa présidence de la Chambre des Députés comptait au nombre des plus beaux souvenirs de sa vie.

La *Staats-zeiger* du 16 mai promulgue la loi sur les indemnités de logement aux fonctionnaires publics, professeurs des universités, et instituteurs. Ces indemnités sont de 200 à 500 th. par an pour les fonctionnaires de 1^{re} classe, de 180 à 400 pour ceux de la 2^e, de 120 à 300 pour ceux de la 3^e, de 60 à 180 pour ceux de la 4^e et de 20 à 80 pour les employés subalternes. Ce sont les fonctionnaires, eux, établis dans la capitale qui touchent le maximum d'indemnité de logement.

Nous trouvons dans la *Königsberger Zeitung* du 18 mai la nouvelle que voici, qui intéresse de près le commerce russe :

« C'est la première fois qu'un navire au long cours, avec chargement de thé et venant directement de la Chine, arrive dans un des ports de la Baltique. Jusqu'à présent le grand entrepôt était Londres, d'où les navires chargés de thé, arrivant soit par le canal de Suez, soit par le cap de Bonne-Espérance, venaient ensuite à Königsberg. Nous voulons parler du navire *Catharina*, en destination de Königsberg, mais qui, en raison de son fort tirant d'eau, a dû entrer le 16 mai dans le port de Pillau. La cargaison, consistant en environ 6,000 caisses de thé, va être déchargée à Bording, pour être expédiée en Russie par Königsberg. Le chargement porte l'adresse : « Malmros — Russie. »

NECROLOGIE. — Le lieutenant-général de Frankenberg, commandant de la place de Cologne, est mort dans cette ville le 16 mai au matin.

BADE. — Necrologie. — Le 15 mai est décédé à Heidelberg, des suites d'une bronchite, le prince Couza, ancien prince régnant de Moldo-Valachie.

Le prince s'était rendu quelques jours avant son mort à Heidelberg pour y passer ses deux fils dans un établissement d'éducation. (National-Zeitung.)

AUTRICHE-HONGRIE.

S. M. le roi des Belges est attendu à Vienne pour le 21 ou le 23 de ce mois.

LL. AA. II. le prince héritier d'Allemagne et la princesse Victoria, accompagnés du prince Frédéric-Guillaume, leur fils, quittent Vienne aujourd'hui, 19 mai, pour se rendre à Venise.

Le *Pester Lloyd* a publié les lignes suivantes le jour où S. A. R. le prince de Galles a quitté Pesth :

« Le prince de Galles a quitté notre capitale aujourd'hui, en emportant sans doute la conviction que notre population a salué sa présence à Bude-Pesth avec cette sympathie cordiale qu'éprouve notre pays pour le peuple et la famille royale d'Angleterre. Ce qui rapproche et unit les peuples les plus éloignés les uns des autres, le respect et la fidèle observation des lois, l'attachement à la Constitution, fait maître entre la nation anglaise et la nation hongroise une amitié dont nous avons ressenti les effets bienfaisants aux jours de malheur. Nous avons salué et été le noble représentant de la nation amie, le prince si heureusement doué qui a plus d'une occasion a prouvé qu'il comprenait si bien le caractère et l'esprit hongrois ; nous avons été en lui le futur souverain de l'Angleterre, sur le sol de laquelle nous émigrés ont trouvé une seconde patrie ; nous avons été en lui le représentant du principe monarchique-constitutionnel, qui forme la base de notre vie politique. Et aujourd'hui, que le prince de Galles nous quitte, nous souhaitons vivement

que son court séjour parmi nous ait contribué à affermir les sentiments d'amitié et d'estime entre les deux nations. »

D'après le *Pester Lloyd*, le comte Parr est désigné pour remplacer à titre d'ambassadeur auprès du Saint-Siège le baron de Kubeck, qui, comme on sait, vient de mourir à Graz.

Le *Vaterland*, organe clérical et fédéraliste, publie la notice suivante :

« Les journaux constitutionnels, aussi bien que les journaux étrangers, se méprennent singulièrement sur la véritable attitude du parti fédéraliste vis-à-vis des élections directes et du prochain Reichsrath. Tous les partis anticonstitutionnels ont résolu de commun accord de prendre part aux élections directes. Par contre, la question de savoir si les députés de ces partis prairont ou non au Reichsrath est encore pendante et ne sera décidée qu'après les élections. La participation aux élections directes a pour but d'empêcher l'élection de candidats constitutionnels et il ne s'ensuit nullement la nécessité de paraître au Reichsrath. »

On mande d'Andrinople à la *Deutsche Zeitung* :

« La Porte Ottomane a informé le gouvernement de la Bosnie qu'une entente avait été établie avec l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie relativement aux envois de poste sur les chemins de fer et que la conclusion d'une convention postale avec l'Autriche était imminente. »

On lit dans la *Correspondance générale* du 16 mai :

« Plus de cent faillites ont été déclarées hier à la Bourse ; dans le nombre celle d'une banque. Une autre banque a demandé un délai pour effectuer ses paiements, ce qui a produit une pénible impression, augmentée encore par la nouvelle du suicide du banquier Gustave de Boscian junior, chef d'une des premières maisons de Vienne. »

On écrit de Vienne, 15 mai, à la *Königsberger Zeitung* :

« Les conséquences de la suspension des statuts de la Banque nationale, — en ce qui concerne l'émission illimitée des banknotes, — n'ont pas tardé à se faire sentir : avant-hier le thaler (qui représente 1 fl. 60 kr.) valait déjà 1 fl. 62, hier 1 fl. 65 et aujourd'hui il est à 1 fl. 68. La spéculation sur le cours du change va prendre d'étranges dimensions aussitôt que commencera la véritable inondation des banknotes ! »

France.

La librairie Plon, dit la *Gazette de France*, va mettre en vente le dernier volume de la correspondance de Louis XVI, Marie-Antoinette et Madame Elisabeth. Nous en extrayons les lettres suivantes, écrites pour ainsi dire sur les marches de l'échafaud : la première est du roi ; elle est datée du 20 janvier 1793 et adressée à la Convention :

« 20 janvier, 1793.

« Je demande un délai de trois jours pour pouvoir me préparer à paraître devant Dieu. Je demande pour cela de pouvoir voir librement la personne que j'indiquerai aux commissaires de la Commune, et que cette personne soit à l'abri de toute crainte et de toute inquiétude pour cet acte de charité qu'elle remplira auprès de moi.

« Je demande d'être délivré de la surveillance perpétuelle que le conseil général a établie depuis quelques jours.

« Je demande, dans cet intervalle, de pouvoir voir ma famille quand je le demanderai, et sans témoins. Je désirerais bien que la Convention nationale s'occupât tout de suite du sort de ma famille, et qu'elle lui permit de se retirer librement où elle le jugerait à propos.

« Je recommande à la bienfaisance de la nation toutes les personnes qui m'étoient attachées ; il y en a beaucoup qui avoient mis toute leur fortune dans leurs charges, et qui, n'ayant plus d'appointements, doivent estre dans le besoin, ainsi que d'autres qui ne voient que de leurs appointements. Dans les pensionnaires, il y a beaucoup de vieillards, de femmes et d'enfants qui n'avaient que cela pour vivre.

« Fait à la Tour du Temple, le (20) janvier 1793.

« Louis. »

Voici maintenant les lettres de la reine et de Madame Elisabeth :

« A la reine à Monsieur, comte de Provence.

« Ayant un être fidèle sur lequel nous pouvons compter, j'en profite pour envoyer à mon frère et à cet dépôt, qui ne peut être confié qu'entre ses mains ; le porteur vous dira par quel miracle nous avons pu avoir ces précieux gages ; je me réserve de vous dire moi-même un jour le nom de celui qui nous est si utile. L'impossibilité où nous avons été jusqu'à présent de pouvoir vous donner de nos nouvelles, et l'excès de nos malheurs nous fait sentir encore plus vivement notre cruelle séparation. Puisse-telle n'être pas longue ! Je vous embrasse en attendant comme je vous aime, et vous savez que c'est de tout mon cœur.

« M. A. »

« A la reine au comte d'Artois.

« Ayant trouvé enfin un moyen de confier à notre frère un des seuls gages qui nous reste de l'être que nous cherissons et pleurons tous, j'ai cru que vous seriez bien aise d'avoir quel que chose qui vienne de lui ; gardez-le, en signe de l'amitié la plus tendre avec laquelle je vous embrasse de tout mon cœur.

« M. A. »

De son côté, Madame Elisabeth écrit à Monsieur :

« Je joins d'avance du plaisir que vous éprouverez en recevant ce gage d'amitié et de la confiance ; et réunie avec vous et vous voir heureux est tout ce que je désire : vous savez si je vous aime. Je vous embrasse de tout mon cœur.

« E. M. »

Elle écrivait aussi au comte d'Artois :

« Quel bonheur pour moi, mon cher ami, mon frère, de pouvoir, après un si long espace de temps, vous parler de tous mes sentiments ! Que j'ai souffert pour vous ! Un temps viendra, j'espère, où je pourrai vous embrasser et vous dire que jamais vous ne trouverez une amie plus vraie et plus tendre que moi ; vous n'en doutez pas, j'espère. »

Le général Vinoy va publier, dit le *Temps*, sous le titre de *l'Armée française en 1873*, un livre où sont étudiées, à propos de la loi votée le 22 juillet 1871 par l'Assemblée Nationale, les ressources militaires de la France et les moyens de s'en servir.

Voici un extrait de cette étude :

« DE LA MOBILISATION DE L'ARMÉE EN TEMPS DE GUERRE.

« Ce mot était resté... l'esprit public considérait comme une éventualité chimérique le retour d'un danger dont les événements de 1814 et 1815 avaient cependant révélé la possibilité. Mais ce que personne n'aurait pu prévoir, c'est la rapidité avec laquelle il s'est réalisé en 1870. Du 15 juillet, date de la déclaration de guerre, au 5 août, jour du premier grand combat à Wissembourg, il ne s'est écoulé que 21 jours. De là à l'investissement de Paris, le 19 septembre, il ne s'est passé que 45 jours ; c'est donc en 66 jours que la guerre est arrivée sous les murs de la capitale.

« L'expérience est faite ; elle a été cruelle. Si l'on veut en tenir compte et envisager de

front le danger le plus redoutable pour la France, savoir, la lutte avec la puissance militaire actuellement la plus formidable de l'Europe, avec le voisin le plus rapproché de notre frontière, il faut bien admettre son arrêt. Il est donc certain que le délai le plus long sur lequel on puisse compter pour se préparer est de vingt et un jours.

« Peut-on même être sûr qu'il ne s'abrégera pas encore ? Le péril est plus grand qu'il n'a jamais été. La cession territoriale exigée par l'ennemi victorieux a encore rapproché les frontières de la capitale ; elle a enlevé au pays ses meilleures défenses naturelles et les places qui nous protégeaient.

« D'ailleurs, l'art de la guerre a-t-il dit son dernier mot ? Avec le développement des voies de communication, arrivera-t-on à raccourcir encore le temps nécessaire pour mettre en mouvement de grandes masses d'hommes ? Nul n'oserait l'affirmer, mais il serait téméraire de ne pas le redouter.

« La première de toutes les nécessités, c'est donc d'arriver vite, et c'est à celle-là que doit être subordonnée toute étude raisonnée.

« La prudence impose le devoir de rechercher les causes des difficultés qui ont entravé le mouvement de la mobilisation en 1870, et les moyens qui pourraient être pris d'en empêcher le retour. De là suit naturellement l'indication des bases générales du problème à résoudre.

« Il n'y a pas à aller plus loin : il faut s'arrêter, et s'en remettre pour le reste à celui qui aura, à un jour donné, la responsabilité de l'action.

« Quand les événements de 1870 ont éclaté, l'attention avait déjà été éveillée par les succès de la Prusse dans sa guerre contre l'Autriche en 1866 ; tous les militaires avaient été frappés des qualités que son armée venait de déployer sur les champs de bataille. Mais surtout on s'était étonné de voir combien peu de jours il avait suffi pour se présenter en ligne, nombreuse, compacte, victorieuse. Aussi tout le monde avait entrevu la gravité d'une lutte contre elle, et les esprits sages avaient cherché le meilleur moyen de la soutenir.

« Elle a eu lieu, et elle n'a pas réussi. Aujourd'hui, chacun est porté à attribuer l'insuccès aux fautes des chefs politiques et militaires, et se croit en droit de les accuser d'imprévoyance, de faiblesse, parfois même de trahison. Il n'est pas de plus funeste tendance que ces vaines récriminations. Ce n'est pas ainsi qu'une nation se relève : les désastres qui nous ont accablés ne seraient pas réparés par la condamnation des généraux ou des ministres qui ont dirigé les événements.

« Dans ce travail, personne ne sera accusé ; nous ne cherchons pas de fautes ; nous reconnaissons volontiers que chacun a apporté ce qu'il avait d'activité et de dévouement, et n'a ménagé ni son travail ni même sa vie. Ces efforts n'ont pas suffi pour nous donner le succès ; il faut étudier patiemment les obstacles qui s'y sont opposés. »

Italie.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 13 mai.

Présidence de M. Biancheri, président.

La séance est ouverte à 1 heure 45.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre du pro-syndic de Rome, qui communique à la Chambre la délibération prise hier par le conseil communal pour déplorer les faits de dimanche et pour protester contre les insultes auxquelles a été en butte un des représentants de la nation.

On donne aussi lecture du procès-verbal de la séance du conseil communal de Rome où cette délibération a été prise.

M. LE PRÉSIDENT. La Chambre a entendu avec la plus grande satisfaction la communication qui nous a été envoyée par le conseil communal de Rome. Je ne doute pas que la ville de Rome ne se montre toujours digne du grand et sacré dépôt qui lui a été confié par l'Italie. Je suis sûr qu'elle sera unanime à déplorer les faits condamnés par son conseil communal. (Bien !)

M. LE PRÉSIDENT. Je me ferai un devoir de me rendre l'interprète auprès de la municipalité de Rome de la satisfaction avec laquelle la Chambre a accueilli la communication qui lui a été faite. (Marques d'approbation.)

M. LE PRÉSIDENT. Nous allons reprendre la discussion du projet de loi sur les corporations religieuses.

La parole est à l'honorable Barazzoli.

M. BARAZZOLI dit que l'Eglise est en ce moment en danger avec l'Etat. Cette lutte ne parait pas devoir cesser de sitôt. Ami de la liberté, il ne croit pas toutefois que l'Etat doive abandonner les armes qui peuvent servir à sa défense contre l'Eglise.

Il ne veut pas pour cela qu'on organise un système de persécutions et d'offenses. Mais, comme toscan, il sent un peu de sang *leopoldien* dans ses veines. (Hilarité.)

L'orateur s'étend en considérations sur le pouvoir civil et sur le pouvoir ecclésiastique et sur leur émancipation. Il aborde ensuite le projet. Il se demande si les lois de suppression en vigueur dans les autres provinces pourraient être étendues purement et simplement à la province de Rome. Les exceptions proposées répondent-elles aux besoins et sont-elles par conséquent acceptables ?

Pour sa part, l'orateur croit que les lois de suppression ne peuvent être étendues à la province de Rome sans quelque tempérament, parce qu'à Rome nous avons la papauté et parce que nous sommes venus à Rome avec un programme que nous devons maintenir.

L'orateur, après avoir admis la nécessité de quelque tempérament, dit que les exceptions portées dans le projet de loi ne sont pas acceptables. Il examine ensuite les modifications proposées et en censure plusieurs. Il est disposé à s'associer, sur beaucoup de points, aux idées de M. Corbetta. Il ne peut se persuader qu'on puisse accepter la modification relative aux locaux pour les généraux des ordres.

Les déclarations du président de la commission ne sont pas rassurantes sur la suppression de la personnalité juridique. Il croit que les généraux étant des offices comme les paroisses, pourront conserver la personnalité juridique si le Parlement approuvait la loi telle qu'elle a été proposée par la commission.

tres qui représentent mieux les principes de la liberté. (Applaudissements à gauche.)
Quelques voix. — La clôture ! la clôture !
D'autres voix. — A demain !
La séance est levée à 6 heures 35.

On lit dans l'Italie, le 14 au soir :
« Aujourd'hui, anniversaire de la naissance du saint-père, contrairement aux autres années, il n'y a pas eu de réceptions au Vatican. »

« Cela indique que la santé du pape ne s'est pas sensiblement améliorée. »
« Avant-hier, il était très faible ; hier, il était tourmenté par une toux continue. Le plus souvent, il garde le lit ; quand il se lève, il s'assied dans un fauteuil. »

« Le fait est que, malgré les soins empressés dont il est l'objet, et la cure à laquelle il a soumis M. Coccarelli, curé qui a eu la préférence sur celle de MM. Crèta et Sartori, son état n'est pas des plus satisfaisants. »

« Les prélats ne veulent pas croire à la gravité de la maladie du saint-père ; ils ne sont même nullement préoccupés. »
« Les prélats, suivant les formalités habituelles, se sont rendus, aujourd'hui, au Vatican, mais ils n'ont pas été reçus. »

TURQUE.

Une dépêche adressée aux journaux français porte ce qui suit :

« Constantinople, 14 mai. »

« La commission chargée d'examiner la question du canal de Suez, dans sa quatrième séance tenue hier, a déclaré que son rôle était terminé, après avoir adopté la résolution suivante : « Constatation faite de l'absence des « plaignants contre la taxe du canal, il n'y a « plus lieu pour le gouvernement turc, avec « lequel la compagnie est en règle, d'interpréter l'article 17 du firman de concession. »

« M. de Lesseps se prépare à partir pour l'Égypte, d'où il se rendra en France pour assister à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires du canal. »

VARIÉTÉS.

UNE RÉPUTATION D'OUTRE-TOMBE (1).

Elève du premier corps des cadets et disciple du grand Souvorov, le comte Charles Toll, russe de cœur et d'âme, était, comme on sait, l'un des hommes les plus éminents de l'époque des guerres contre la France, de 1812 à 1815. Sa prodigieuse activité, son zèle et ses talents militaires ont été généralement appréciés ; malheureusement le général Danilevsky n'a pas rendu suffisamment justice aux mérites du comte, et c'est ce qui a provoqué de la part des historiens allemands des protestations passionnées, mais, comme il arrive toujours quand la passion s'en mêle, on a dépassé le but.

On ne s'est pas borné à protester contre la

(1) La rédaction des *Archives russes* reproduit sous ce titre une lettre du comte Toll dans laquelle cet illustre général repousse avec indignation les insinuations malveillantes d'un journal français de l'époque concernant le maréchal prince Koutouzov.

Il est du devoir de tout Russe dont le cœur est bien placé de contribuer à préserver de toute atteinte la mémoire de celui que, lors des désastres de l'année 1812, la Russie avait proclamé le *Sauveur de la Patrie* et de répandre autant que possible la vérité vraie sur son compte. C'est en vue de ces pieuses intentions que je viens vous demander, M. le rédacteur, de vouloir bien accorder une place dans les colonnes de votre journal à la traduction ci-jointe de la notice publiée dans le n° 3 des *Archives russes* et à la lettre du comte Toll, dont j'ai retrouvé le texte original à la Bibliothèque impériale (*Journal des Débats* du 24 janvier 1825).

Il y a près d'un demi-siècle que cette lettre a été écrite, ce qui fait que pour la grande majorité de vos lecteurs ce précieux document pourrait être considéré comme une nouveauté et d'ailleurs il est bon de rafraîchir de temps à autre la mémoire des contemporains en rappelant un passé glorieux.

TH. TOLSTOÏ.

Un des petits-fils du maréchal Koutouzov.

soi-disant partialité des appréciations de l'historien Danilevsky ; on a accusé tous les Russes d'ingratitude à l'égard non-seulement du comte Toll, mais en général des Allemands qui se trouvaient alors dans l'armée russe. Les écrivains les plus sérieux se laissent entraîner.

Le célèbre archiviste Perz, un savant de premier ordre, dit entre autres, au commencement du 3^e volume de son ouvrage sur le baron Stein, que les Russes n'ont pas précisément contribué à sauver l'Allemagne du joug de Napoléon. « La force brute y était, dit-il, c'est vrai, mais sa signification aurait été nulle si elle n'avait pas été dirigée par l'intelligence allemande. »

Un certain Bernhardt, qui avait été pendant quelque temps en qualité d'instituteur dans la famille du comte Toll, va plus loin encore. Ayant été en mesure d'entendre de la bouche même du comte le récit des exploits des armées russes, et l'ayant transcrit à sa manière, il fit de ses annotations tout un ouvrage qu'il publia à l'étranger après la mort du comte, sous le titre aussi pompeux que peu approprié de « Mémoires du comte Toll. » Le livre de ce M. Bernhardt se répandit non-seulement parmi les savants, mais devint populaire même en Russie, et ne resta pas sans influence sur quelques-uns de nos historiens. (Dans l'histoire de 1812 de M. Bogdanovitch, par exemple, cette influence est assez sensible). Or, le contenu et les tendances du livre de M. Bernhardt (sans parler des détails) sont diamétralement opposés à la vérité vraie.

Bientôt après la publication des soi-disant « Mémoires du comte Toll, » le comte Constantin, fils du défunt général, nous a positivement déclaré, en nous autorisant à rendre sa déclaration publique, que l'ouvrage de M. Bernhardt n'avait rien de commun avec les *vrais* Mémoires de son père, et que ce livre avait profondément indigné les membres survivants de la famille de feu le comte Charles, parce qu'il présentait sous un faux jour et la personnalité et les actes du défunt général, et lui faisait jouer dans l'histoire un rôle qui ne convenait ni au noble caractère du comte, ni à son cœur loyal.

Déjà du vivant du comte Toll, il y avait eu dans la presse une tentative de dénigrement, ainsi que l'a fait l'instituteur Bernhardt, les services rendus à la Russie par le maréchal Koutouzov et d'attribuer tous les succès des armées au comte Toll « qui n'était qu'un étranger, » disait le publiciste. Or, le comte Toll était russe de cœur, avons-nous dit ; voici d'ailleurs de quelle façon il répondit à cette calomnieuse insinuation. On attribuaient dans le temps l'article dont nous parlons à un général Vandancourt, article écrit à propos de l'ouvrage de M. Boutourline sur la guerre de 1812. Nous reproduisons cette réfutation comme le plus beau modèle d'une sincérité et d'une grandeur d'âme dignes d'un patriote aussi dévoué à la Russie que l'était feu le comte Charles Toll.

Lettre du lieutenant-général baron de Toll au général-major de Boutourline.

« Mon cher général, il vient de me tomber sous la main une feuille du *Journal de Paris*, du 26 mars dernier (n° 85) où j'ai trouvé un article qui rend compte de votre ouvrage sur la campagne de l'année 1812. J'ai vu avec peine que l'auteur de cet article, tout en rendant pleine justice à la sagacité et à l'impartialité de vos observations militaires, vous taxe néanmoins d'engorgement pour le maréchal Koutouzov, et termine les reproches qu'il vous adresse par la phrase suivante : *Ce qui fut fait de mieux sous lui (Koutouzov) appartient à son chef d'état-major Toll.* »

« Mon propre honneur, la droiture naturelle à l'homme de bien, et la gratitude que mon cœur me fait un saint devoir de conserver même au delà du tombeau pour la mémoire du feu maréchal, me mettent dans l'obligation de repousser un hommage qui, loin d'être basé sur la vérité, ne prend sa source que dans la féconde imagination de l'auteur de l'article.

« Ayant eu le bonheur de servir pendant la mémorable campagne de 1812 sous les ordres du maréchal en qualité de quartier-maître général, il m'est permis sans doute de me vanter d'avoir participé avec lui les fatigues et les travaux de cette glorieuse campagne, d'avoir été son principal collaborateur et son principal instrument pour tout ce qu'il méditait à la ruine de l'ennemi, et enfin d'avoir possédé au plus haut degré son estime et sa confiance. Ces titres d'honneur sont assez beaux, et je ne les céderais à personne ; mais d'un autre côté il serait indigne de moi de garder le silence, après avoir eu connaissance du jugement porté par un étranger, qui offense la vérité en jetant un jour défavorable sur les services d'un grand homme. Je dois donc déclarer que les actes du prince Koutouzov et les miens, pendant la guerre en question, quoique dirigés vers le même but, n'en différaient pas moins essentiellement, et se trouvaient en rapport avec les fonctions respectives que le service nous imposait.

« Lui, suivant avec fermeté et constance les instructions qu'il recevait de notre auguste maître, et commandant à toutes les armées russes, puisant dans les lumières de son esprit vaste et expérimenté les plans généraux pour les opérations qui devaient assurer la ruine de l'ennemi, et déterminant le temps et les lieux propres à l'exécution de ces plans. Moi, me circonscrivant dans le cercle de mes attributions, je me contentais d'élaborer sa pensée en rédigeant les dispositions détaillées, indispensables pour toute opération militaire. Lui, en concentrant en soi tous les ressorts de nos forces militaires, en dirigeant l'action de manière à porter les coups les plus funestes à l'ennemi ; et moi je ne faisais que mouvoir ces forces vers les points qu'il avait indiqués dans sa sagesse. Lui, premier mobile de tout dans l'armée, excitait dans tous les rangs la patience, la résignation, l'indépendance et la confiance dans le succès, et moi, je recevais moi-même de lui l'impulsion et une nouvelle ardeur pour exécuter fidèlement les ordres qu'il me donnait.

« Il a mérité avec justice d'être salué, par ses concitoyens et ses compagnons d'armes, du titre glorieux de *Sauveur de la Patrie* et c'est de mon nom que prétendent se couvrir les envieux de sa gloire, pour en affaiblir les rayons.

« Le puis-je, le dois-je souffrir ?

« Il est vrai que l'opinion sur Koutouzov, de l'auteur anonyme de l'article précité, ne peut avoir assez de poids pour ébranler celle que l'on se forme généralement du mérite de ce grand général ; mais, pour ma propre satisfaction, je crois devoir répéter que je désavoue formellement, pour ce qui me concerne, le jugement énoncé dans cet article et que j'en userai de même à l'égard de tout article qui aura la même tendance.

« En conséquence, j'attends de votre amitié, mon cher général, que vous donnerez à ma présente lettre toute la publicité possible.

Signé : BARON CHARLES DE TOLL, chef d'état-major de la 1^{re} armée.

An quartier général de Mohilev sur le Dniépre, le 12 août 1824 (1).

M. le baron Charles Toll a été créé comte en 1829.

La rédaction des *Archives Russes* fait suivre cette lettre de l'annotation suivante :

« Cette voix d'outre-tombe est connue de la Russie entière. Elle appartient à un homme que la Russie a adopté comme l'un de ses enfants les plus fidèles et dont elle a le droit de se glorifier. On ne saurait faire une réponse plus catégorique à MM. Bernhardt et consorts : Ces messieurs voudraient semer la discorde dans la grande famille russe et poussent l'indignité jusqu'à se servir de l'histoire comme d'un instrument pour leurs petites intrigues. Selon l'expression du poète,

(1) *Journal des Débats*, 24 janvier 1825.

« Ils ensemencent le mort, pour atteindre avec l'incenseur certains vivants. »

« Калыныхъ мертвецъ, чтобы другихъ кланты казномъ. »

DERNIÈRES NOUVELLES.

ALLEMAGNE.

BAVIÈRE. — M. Dollinger vient d'être nommé président de l'académie des sciences de Munich, en remplacement de feu le baron de Liebig.

FRANCE.

L'exposé des motifs du projet de loi électorale, dit le *Soir*, a été rédigé par M. Dufaure. Il comporte le scrutin par arrondissement, l'obligation de deux années de domicile et le maintien de l'âge, pour l'électorat, de vingt et un ans.

La première rédaction de M. Dufaure obligeait seulement l'électeur à six mois de domicile effectif, sauf pour le cas où, pour des raisons particulières, le citoyen transporte ailleurs que dans sa résidence habituelle son domicile politique. Mais l'insistance de la partie droite du cabinet a fait revenir M. Dufaure sur ses premiers projets et M. Thiers a fini par céder.

Le *Soir* croit pouvoir ajouter que, sur ce point, le président de la république est très disposé à adopter des prescriptions moins sévères.

— On lit dans la *France* :

« On annonce une interpellation pour les premiers jours qui suivront la réouverture de la Chambre. Elle serait faite par M. Raoul Duval et porterait sur la conduite du gouvernement envers les membres de la Commune laissés libres malgré leur participation aux événements de mars et d'avril 1871.

« Cette interpellation sera une attaque directe contre l'élection de M. Ranc. »

GRANDE-BRETAGNE.

Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 15 mai.

« Augmentations : Effets escomptés 429,105 liv. st., comptes particuliers 427,466 liv. st. Diminutions : Réserve totale (billets et num.) 93,995 liv. st., billets en circulation 4,044,915 liv. st., numéraire 498,910 liv. st., compte du trésor 75,823 liv. st., billets en réserve 61,010 liv. st.

SUISSE.

On a procédé encore le 15 mai à de nouvelles arrestations de réfugiés français à Genève. On a arrêté notamment un membre de la Commune de Paris et un ancien colonel fédéré. Ces mesures ont été prises à la suite d'une conférence qui a eu lieu à Berne entre le président de la Confédération et le chef de la police genevoise, d'une part, et M. Lanfrey, ministre de France, d'autre part.

ESPAGNE.

Perpignan, 16 mai, 5 h. 35, matin. — On mande de Barcelone, en date du 14 au soir :

« Mataro est une ville manufacturière de 20,000 âmes, très riche et très prospère. Le coup d'audace si imprévu de Saballs et de Vela a produit tout d'abord une telle stupeur que les carlistes n'ont rencontré de résistance que de la part de quelques volontaires occupés à faire l'exercice : deux d'entre eux furent tués et quatre blessés. Lorsque les troupes venant de Barcelone sont arrivées à Mataro, les carlistes avaient déjà disparu.

« Dans la province de l'Aragone, les carlistes sont divisés en petites bandes et fatiguent ainsi les colonnes, qui ne peuvent jamais les atteindre. »

TURQUIE.

Constantinople, 15 mai. — Le gouvernement de la Sublime-Porte est revenu hier soir sur sa première décision, et il a résolu d'envoyer un commissaire spécial à Belhém pour faire une enquête sur le récent conflit entre les Grecs et les Latins.

AMÉRIQUE.

Londres, 15 mai. — Une dépêche du *Times*, datée de Philadelphie 15 mai, annonce que les Indiens Modocs ont occupé une nouvelle forte position à 20 milles de Lavabed. Les troupes ne peuvent pas s'en emparer. Des renforts et des mortiers ont été demandés au gouvernement.

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Vienna, lundi 19 mai.

La *Montagsrevue* affirme que le gouvernement a résolu de ne plus concéder de nouvelles compagnies par actions jusqu'à la promulgation d'une nouvelle loi sur ces sociétés et de déclarer non-avenues les concessions déjà accordées mais non encore exploitées, enfin d'interdire la cote de certaines valeurs uniquement créées en vue de l'agiotage (*Gründungspapiere*).

La Banque Nationale annonce qu'elle fera aussi des avances sur les actions et obligations des chemins de fer autrichiens ou hongrois ayant une garantie d'intérêt de l'Etat et dont la construction est achevée.

BOURSE DE BERLIN DU 19 MAI.

Cours du change.

A 3 semaines sur St-Petersb., 88 1/2 th. pour 100 r.
A 3 mois sur St-Petersb., 87 3/8 th. pour 100 r.
Prix des billets de crédit russes 80 1/8 th. pour 100 r.
1^{er} emprunt à lots et primes 128 1/2.
2^e emprunt à lots et primes 128 1/4.
5^e emprunt (1854) 77.
6^e emprunt (1855) 89.
Emprunt russe de 1852 98.
Emprunt russe de 1860 93.
Emprunt russe de 1862 91 1/8.
Obligations consolidées de 1870 94 1/8.
Obligat. de la Société du chem. de fer Nicolas 77.
Actions de la Grande Société des chemins de fer 91 1/2.
Actions du chemin de fer de Varsovie-Vienne 88.

BULLETIN COMMERCIAL.

La Banque de commerce d'Azow-Don nous communique le bulletin hebdomadaire suivant, en date de Taganrog 28 avril (10 mai) 1873 :

« Céréales. — Sur suite des nouvelles encourageantes de l'extérieur, notre marché s'est un peu ranimé ; toutefois les opérations de la semaine, vu la grande modicité du stock, n'ont été que de petite importance. Ce sont principalement les blés tendres qui ont donné lieu à quelques affaires et qui continuent d'être recherchés.

« Frets. — Une légère tendance d'amélioration s'est manifestée depuis quelques jours surtout en faveur des steamers pour le Royaume-Uni. Toutefois les affaires sont fort limitées et il n'y a pas probabilité d'une reprise notable. Voici les cotes du jour. Navires (de faible tonnage) pour Royaume-Uni 42/- à 42/6 pr. t. s. Navires avec 2/3 de 45/- pour Méditerranée. Navires Méditerranée fr. 3 pr. ch. Steamers pour Royaume-Uni 45/- à 47/6.

« Changes. — Sans variation notable. Londres 7,40 1/2 à 7,42, Marseille 3,46 1/4 à 3,45 1/2.

Voici les prix des principaux articles d'exportation :

Blé dur 1^{re} qualité 11 50, 11 75
ditto 2^e 10 50, 10 75
Blé Ghirka Taganrog 1^{re} qualité 49 12 50
ditto 2^e 48 11 50, 11 75
ditto 3^e 46 11 50
Blé tendre (Azyra ou Ghirka) 10 50, 11 50
Seigle 6 25, 6 50
Orge 5 10, 5 20
Avoine (le tchet. de 6 pouds) 3 40, 3 70
Graine de lin (avec 20 corps étrangers, soit 4 0/0 non oléagineux et 16 0/0 oléagineux) 13 25
Colza 5 80, 6 50

Par poud.
Suif jaune de Slaviansk (pour la consommation de Constantinople) 5 40
Suif blanc ou jaune diverses productions 4 30, 4 40
Laine d'ours lavée 12 50

PARIS. Rien d'aussi exquis à recommander comme produits superflus que le lait d'Hébé pour le visage. Ce lait est plutôt un lait de beauté qui enlève les plus petites rides, donne une fraîcheur toute juvénile à la peau. La maison Ed. Pinard, 30, boulevard des Italiens, est propriétaire exclusif de ce brevet de beauté. Les splendides magasins de gros de chez Ed. Pinard et Meyer, 37, boulevard de Strasbourg, renferment les principaux produits aux Violettes de Parme, tout en extrait, eau de toilette ou pomade.

MM. Ed. Pinard et Meyer ont été nommés fournisseurs brevetés de S. M. le sultan.

O. P. 1417 BARONNE DE SPARK.

Spectacles.

Du 8 mai.

THÉÂTRE ALEXANDRA. — L'opéra féerique *Medusa*, dr. de 4 A., 5^e prol., 1^{er} acte. Où la machine va-t-elle ? com. de 1 A.

Eaux minérales. — Soirées musicales avec M^{lle} Claudia Rizza, etc. et MM. Joyeux, Flaire et l'orchestre de M. Wallner à 8 h.

Bulletin météorologique.

DE L'OBSERVATOIRE PHYSIQUE CENTRAL DE ST-PÉTERSBOURG.

Lundi 7 (19) mai.

Lieux.	Baromètre à 0 millim.	État de la vac. norm.	Température Celsius.	État de la vac. norm.	Humidité relative.	Quantité de nuages.	Direction et force du vent.
Petersb.	767 3	-1.9	+7.5	-1.3	60	3	NE 1
9 h. s. hier	767 3	-1.9	+7.5	-1.3	60	3	NE 1
7 h. m. auj.	761 5	+2.5	+1.9	+6.1	73	8	NE 2
1 h. ap. m.	763 1	-3.9	+3.0	-9.5	62	8	NE 2

Du 23 avril (5 mai).

Nertchinsk 706 + 4 + 5 + 3 54 ? ?
Du 2 au 4 (14 et 16) mai.
Nicolais. 759 + 7 - 0 - 11 10 E 6
757 + 5 - 0 - 11 10 ? ?
756 + 14 + 2 1100 ? ?
Gresil. Brouillard.

Du 7 (19) mai.

Windy	761	+2	+5	-1	81	5	E 2
Stockholm	761	5	-1	-4	138	7	NE 2
Hernsand	763	+5	-1	-1	78	0	NE 2
Haparand	765	+7	-3	-3	69	0	S 2
Uleaborg	764	+6	-4	-4	64	0	NE 2
Nicolais	762	-1	-1	-1	84	0	NE 1
Kuopio	754	-4	-0	-7	73	1	NE 1
Tamersfors	748	-3	+8	-3	7	0	E 2
Helsingi	762	+4	-6	-2	73	10	E 2
Petersb.	761	+2	-2	-5	73	8	NE 1
Rovani	761	+2	-2	-5	73	8	NE 1
Dorpat	755	+2	-6	-2	73	0	NE 1
Windau	759	+2	-6	-2	73	0	NE 1
Vilna	749	-2	-7	-9	78	1	E 1
Varsovie	745	-4	-11	-1	86	1	E 1
Kiew	740	-5	-13	-0	69	10	SO 2
Odessa	751	-4	-16	+4	76	8	S 2
Nicolais	761	-2	-14	+0	94	8	S 4
Sébastopol	756	-1	-14	+0	94	8	S 4
Khar'kov	747	-12	-12	+1	71	4	N 1
Moscou	743	-2	-5	-5	83	0	O 4
Kazan	746	-7	-6	-4	87	10	O 5
Orenbourg	750	-2	-10	-2	58	0	SO 1
Riga	760	+2	-17	+4	74	2	O 2
Norvost	761	+2	-17	+4	74	2	O 2
Soukhon	764	+6	-18	+7	74	2	O 2
Tiflis	757	+3	-17	+2	74	2	S 1
Bakou	763	+1	-17	+2	74	2	S 1
Goudaou	728	+7	-11	-	4	0	O 2
Viadikar	701	-1	-14	-	79	2	S 2
Kerch	707	-1	-14	-	79	2	S 2
Vienne	739	-7	-14	-	6	0	O 2
Prague	735	-7	-14	-	6	0	O 2
Cracovie	734	-7	-13	-	10	NE 2	
Olen	740	-5	-19	-	71	3	SO 2
Hermanst	715	-5	-19	-	9	N 0	
Tricote	754	-5	-19	-	9	N 0	
Rome	758	-0	-15	-	2	NE 0	
Lésina	759	+1	-17	-	2	O 2	

« Hier pluie, neige. » Hier pluie. « Pluie. » Pluie, hier orage, pluie.

ÉTAT GÉNÉRAL DE L'ATMOSPHÈRE.
Sur la moitié boréale de la Russie le baromètre continue à monter ; au Sud-Ouest

L'éditeur rédacteur responsable, ANT. E. HORN.